

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2016)
Heft: 2

Artikel: Europe : la guerre qui vient, réflexions géopolitiques, stratégiques et militaires
Autor: Chambaz, Grégoire
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-781398>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 17.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Photographie prise d'un drone à la frontière entre la Serbie et la Hongrie, 16 septembre 2015.

International

Europe: La guerre qui vient, réflexions géopolitiques, stratégiques et militaires

Cap Grégoire Chambaz

Rédacteur adjoint RMS+

Avec l'émergence de l'Etat islamique et le regain de « guerre froide » à la suite du conflit ukrainien, n'y a-t-il pas un risque accru de conflit en Europe ? Si oui, comment le futur conflit s'articulera-t-il ?

Pour l'Institut d'études géopolitiques de Genève (geopolitics-geneva.ch), le retour de la guerre est une sérieuse possibilité. Dans cette optique, l'institut organisait le 19 octobre 2015 une table ronde intitulée *Europe: la guerre qui vient, réflexions géopolitiques, stratégiques et militaires*. Deux interventions étaient au programme :

- La première, par le Dr. Gyula Csurgai, professeur de géopolitique et directeur de l'institut, se focalise sur les évolutions et enjeux géopolitiques ;
- La deuxième, par le Dr. Bernard Wicht, expert en stratégie et privat-docent à l'Université de Lausanne, traite des dynamiques sociétales et de la prospective des conflits futurs.

Intervention du Dr. Csurgai

Tout d'abord, l'orateur rappelle quelques grandes tendances géopolitiques depuis la chute de l'URSS :

- Le processus de fragmentation et de déstabilisation des Etats, avec deux foyers de crise : l'Ukraine et un arc sud du Maghreb jusqu'au Caucase en passant par l'Etat islamique en Syrie et Irak ;
- L'émergence des facteurs ethniques et tribaux dans les rivalités des Etats et des acteurs géopolitiques régionaux et globaux ;
- Le retour de la Russie dans le jeu international, et par voie de conséquence, des nouvelles luttes de puissance avec les USA au travers de « proxys, » Etats et acteurs tiers (principalement dans les deux foyers de crise).

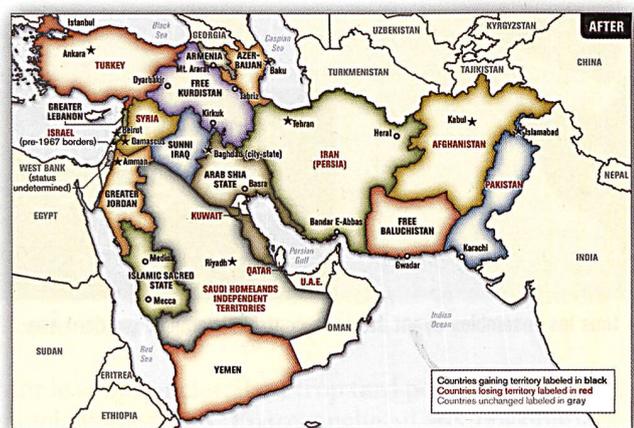
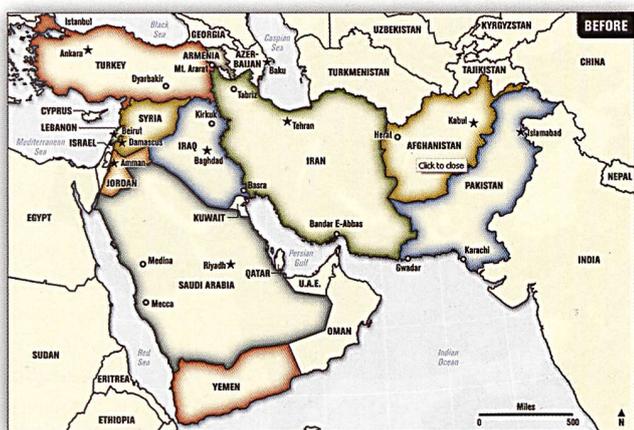
M. Csurgai rappelle la doctrine américaine, conceptualisée par MacKinder et articulée par Zbigniew Brzezinski (entre autres) en ces termes : prévenir un rapprochement entre l'Europe continentale et la Russie afin d'empêcher

l'apparition d'une alliance économique et/ou géopolitique pouvant menacer les Etats-Unis. L'orateur rappelle que si les USA sont généralement des alliés de l'Europe, ils en sont également les adversaires sur plusieurs points. De plus, les conflits des deux foyers de crise (alimentés en partie par les USA) ont pour effet la déstabilisation de l'Europe, et corollairement, le renforcement de l'hégémonie américaine.

Le Dr. Csurgai rappelle quelques faits concernant l'Ukraine : 44 millions d'habitants (dont 1,4 millions de déplacés dans l'est du pays), un solde démographique en chute libre, en proie à de graves problèmes économiques (contraction du PIB de 15% en 2009 et encore 8,5% en 2015, un taux de chômage qui n'a cessé d'augmenter, 50% de l'économie est informelle) et la corruption est endémique. Cela sans mentionner que son armée est entraînée par les Etats-Unis et que les compagnies militaires privées américaines sont sur place pour durer.

Pour l'orateur, le pays pourrait s'effondrer à tout moment et pourrait se transformer rapidement en Etat failli, voire fragmenté. Dans ce cas, des flux importants de migration sont à prévoir en direction de l'Europe centrale et de l'ouest, avec un essor de la criminalité transnationale. Mais dans la perspective américaine, l'instabilité et l'éventuelle chute du pays est préférable au rapprochement entre la Russie et l'Europe continentale, ce qui aurait pu se produire avant le Maïdan.

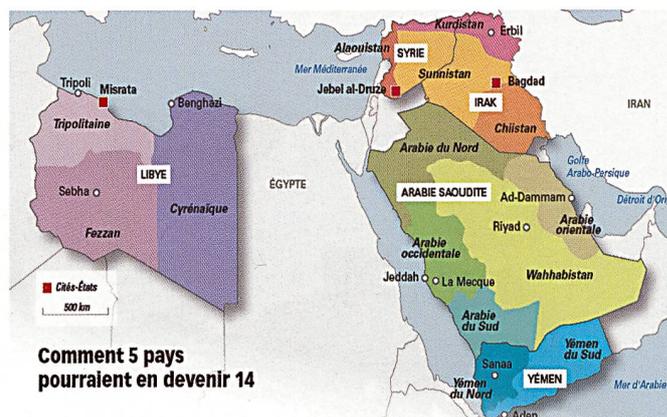
En ce qui concerne l'arc sud, le Dr. Csurgai rappelle que la fragmentation des Etats depuis les printemps arabes (notamment la Libye et l'Egypte) sont une conséquence de la stratégie américaine dans cette région du monde. A ce titre, le conférencier commente la carte du Lt-col américain Ralph Peters (publiée en 2006, voir page suivante) qui redessine les frontières du Moyen-Orient dans le meilleur intérêt supposé des peuples et nations de cette région.



Carte du « Moyen-Orient élargi » par le Lt-col US Ralph Peters, publiée en juin 2006 dans le *Armed Forces Journal*.

Selon l'orateur, si cette stratégie est dans le meilleur intérêt des Etats-Unis, il n'en va pas de même pour l'Europe. La fragmentation de l'arc sud, à l'origine de migrations massives, est un danger pour la stabilité de l'Europe. Par exemple, l'Algérie, qui achète sa paix sociale avec la rente pétrolière, devrait connaître des troubles prochainement en raison de l'effondrement du prix du baril de brut. La Turquie, qui accueille plus de 2 millions de réfugiés syriens, pourrait décider d'interrompre sa prise en charge de ceux-ci et de les envoyer en Europe.

Le Dr. Csurgai met en évidence la confusion européenne sur la question des frontières. L'Europe est divisée entre deux approches: celle de l'accueil, incarnée par l'Allemagne (environ un million en 2015) ou la Suède (140'000 migrants en 2015) ou celle de la fermeture, incarnée notamment par la Hongrie. Le conférencier évoque l'ouvrage de Jean Raspail, *Le camp des Saints*, qui imagine la sidération des Européens face au débarquement massif de migrants, non pas issus de culture européenne comme ceux du passé, mais d'ailleurs. Selon M. Csurgai, ce livre, publié en 1973, est plus que d'actualité (ndlr: 280'000 migrants en Europe en 2014, 1'500'000 en 2015). Les conflits d'identité provoqués par ce dérèglement marquent la sphère politique et sociale. La prolifération de mouvements identitaires, la création de Pediga, l'ouvrage de Thilo Sarrazin à propos de l'Allemagne qui court à sa perte, etc. témoignent de la réalité du phénomène.



Comment 5 pays pourraient en devenir 14

« Redessiner le Moyen-Orient », par Robin Wright, collaborateur au United States Institute of Peace (USIP). Publié à l'origine dans le *New York Times* en septembre 2013.

Pour le Dr. Csurgai, l'Union européenne est confrontée à des enjeux sécuritaires auxquels elle devra faire face: notamment les nouvelles vagues migratoires qui pourraient provoquer la dissolution de l'Union, ainsi que la montée de l'extrémisme islamique (en particulier de l'EI, voir représentation désirée du Califat), caractérisée par les 300 km de littoral contrôlés par l'EI en Lybie et le problème du retour des jihadistes étrangers, (aguerris au combat) en Europe.

En guise de synthèse, les guerres qui se déroulent dans les deux foyers de crise actuels (Ukraine, Syrie et Irak) pourraient annoncer le début d'une « troisième guerre mondiale, » caractérisée par des conflits par « proxy » entre les Etats-Unis et la Russie. Témoins de la fin de l'hégémonie unipolaire américaine, ces guerres signifient également la fin de l'hégémonie unipolaire américaine et un tournant vers un système multipolaire, dans lequel des événements apparemment isolés peuvent déclencher très rapidement une crise majeure dans un contexte économique extrêmement vulnérable. Pour le Dr. Csurgai, ces crises pourraient mener à une escalade aboutissant à une guerre majeure touchant tout ou partie de l'Eurasie.

Pour conclure, le conférencier passe en revue les points à observer pour le suivi de la situation future :

- Le désarmement constant des nations européennes alors que les menaces internes et externes croissent ;
- La capacité ou l'incapacité de l'Union Européenne à agir de manière cohérente et unifiée comme acteur stratégique ;
- Le contrôle post-démocratique de l'espace politique par la « tyrannie des minorités » sur la « majorité silencieuse. »

Dans ce cadre, l'orateur recommande d'adopter deux postures stratégiques et politiques : d'une part, développer une réflexion non-conformiste et indépendante en Europe, d'autre part, maintenir un esprit de défense et une pensée stratégique sur la manière dont l'Europe pourrait affronter l'éventuel chaos futur.



Représentation territoriale phantasmée du Califat de l'État islamique, rassemblant tous les ensembles ayant été sous contrôle islamique pendant une partie de l'histoire.

Intervention du Dr. Wicht

Pour le Dr. Wicht, la « guerre qui vient » est à prévoir à l'horizon d'une décennie. La société globalisée est aujourd'hui en proie à des bouleversements structurels majeurs et de tels changements dans la structure des sociétés sont souvent à l'origine de conflits armés. La question n'est donc pas de savoir si on pourra y échapper, mais plutôt de savoir comment s'y préparer. Dans la perspective des cycles longs de l'histoire,¹ il faut en effet envisager que les formes d'organisation étatiques actuelles soient remplacées par d'autres moins complexes et mieux aptes à faire la guerre. A l'échelle du continent européen, ceci n'interviendra toutefois pas immédiatement : il faut un certain temps (dit de saturation) pour que les institutions cessent de fonctionner mais, selon l'orateur, nous nous dirigeons à terme vers un délitement du système.

La crise que traverseront les Etats européens sera le produit de deux phénomènes : la déstabilisation du « Grand Sud » (Moyen-orient et nord de l'Afrique) et l'importance croissante des « complexes politiques émergents. »

La déstabilisation du Grand Sud est, d'abord, le résultat de pays se positionnant en contre-pied de la mondialisation économique-financière en raison de leur incapacité à suivre le train de celle-ci depuis la fin de la guerre froide. Dans l'impossibilité manifeste de prospérer par le libre échange, ces sociétés se tournent

vers l'économie grise (voir encadré). Elles embrassent le « low-tech – low-cost » à la place de la haute technologie, et se replient sur leurs systèmes familiaux (patriarcat) en réaction à leurs positions marginalisées dans le système marchandisation-mondialisation. Il s'agit ensuite du résultat des interventions militaires occidentales (Libye, Irak, Afghanistan). Ces postures sont donc le produit d'une logique dite « défi-réponse » des périphéries de l'Occident réagissant face à une autorité centrale de type impériale : on retrouve la dialectique empire/barbares.

Présents essentiellement dans le Grand Sud, les complexes politiques émergents (CPE) témoignent de cette déstabilisation. La notion de CPE est née du besoin de donner un nom à ces entités politiques naissant du chaos et de situations d'urgence complexes. Non-bureaucratiques et non-territoriales (sauf exception), celles-ci peuvent être aussi bien des groupes armés, des seigneurs de guerre, des gangs (comme en Amérique centrale) ou encore des pirates. Pour le Dr. Wicht, les CPE représentent une alternative contemporaine à l'Etat-nation. Les CPE suppléent alors à la disparition ou à la défaillance de l'Etat, mais peuvent aussi coexister avec lui (p. ex. le Hezbollah ou les cartels de la drogue au Mexique).

Pour garantir leurs revenus, les CPE doivent pouvoir écouler sur le marché mondial les produits provenant de l'économie grise : d'où la nécessité pour eux de s'assurer le contrôle d'un « point d'entrée » sur ce marché, c'est-à-dire un port ou un aéroport. A travers ces derniers, ils peuvent ainsi se brancher sur le commerce international. Les revenus sont nécessaires d'abord pour le paiement des combattants et peuvent être mis ensuite à disposition

¹ Perspective développée principalement par l'historien F. Braudel. Ndlr : voir Braudel, Fernand, *Histoire et Sciences Sociales : La longue durée*, Armand Colin (Réseaux), 1987 (Volume 5 Numéro 27).

des populations comme « réserve d'allégeance » pour ménager un soutien populaire et assurer ainsi une base de recrutement.

Deux exemples emblématiques :

- Les Zétas, un gang du narcotrafic au Mexique : anciens opérateurs des forces spéciales formés par les Etats-Unis, les Zétas se sont reconvertis dans le trafic de drogue. Ils fonctionnent selon un schéma d'organisation militaire, disposent d'un très bon niveau de formation, et se sont affranchis des frontières ;
- L'Etat Islamique, dont les chefs sont aguerris, font dispenser une formation militaire à leurs recrues. Les revenus de l'organisation sont assurés par les trafics (pétrole, œuvres d'art) ou le racket des populations.

Dans cette perspective, le Dr. Wicht s'essaye à conceptualiser l'armée ennemie de demain : elle sera transnationale, équipée *low tech* et donc *low cost*, recrutera sur la base d'un « récit commun » idéologico-religieux et d'une allégeance de type gang (respect, argent, protection et accès facilité au commerce sexuel), « zébrera » les territoires, c'est-à-dire en les occupant partiellement, contrôlera les populations par la terreur, utilisera l'insécurité comme tactique et se financera via l'économie grise.

Pour le conférencier, il est trop tard pour penser endiguer un tel phénomène. En revanche, il est possible de s'y préparer, mais cela nécessite de dépasser le cadre socio-juridique de nos démocraties. Car le système politique occidental semble condamné à la défaite dans de petites guerres, comme l'illustre Gil Merom dans *How Democracies loose Small Wars* (2003), à l'instar de la France en Algérie, des Etats-Unis au Vietnam, et d'Israël

L'économie grise englobe :

- Les activités totalement illégales : trafics de toute sorte (drogue/humains), le proxénétisme, le racket, la contrebande, le blanchiment d'argent, la fabrication de fausse monnaie et toute activité criminelle non mentionnée ;
- Les activités illégales avec une part légale : corruption sur marchés, détournements de fonds, trafic d'armes, caisses noires (casinos), fraude fiscale, fausses factures, travail clandestin, etc.
- Les activités légales avec une part illégale : délit d'initié, commissions avec entente, abus de position dominante, etc.

en Palestine : aujourd'hui lorsque l'Etat a recours à la violence, sa légitimité tend à s'effriter rapidement. Ceci en raison, 1. de l'absence de « récit commun » justifiant le sacrifice pendant le conflit ; 2. de la centralisation et coercition étatique sur la population nationale, au lieu de tenter de regagner « esprits et cœurs » l'Etat utilise une grande partie de son pouvoir policier contre les groupes de citoyens remettant en question ses actions augmentant en retour le mécontentement de la population ; et 3. par le désarmement (au sens propre) de ses citoyens. En réponse au risque d'une telle dérive, le Dr. Wicht propose de se tourner vers une défense citoyenne renouvelée fondée sur le concept de « citoyen-soldat 2.0 » reprenant une partie de son autonomie notamment en ce qui concerne le droit d'assurer sa défense. Dans cette perspective, le conférencier introduit son dernier ouvrage *L'avenir du citoyen-soldat*, dont nous faisons le compte-rendu dans ce numéro.

G. C.

Gyula Csurgai (debout), président de l'Institut de Géopolitique de Genève, intervient. A l'arrière-plan : Bernard Wicht (à gauche), deuxième intervenant et Grégoire Chambaz (à droite), modérateur de la table ronde. Photo © A+V.

